

Le Service citoyen toujours sans statut

■ M^{me} De Block (Open VLD)

œuvre à baliser cette zone grise
entre le volontariat et l'emploi.

Une ferme, un théâtre, un centre d'asile, un festival de musique, une maison de repos... Les organismes qui proposent des missions de Service citoyen sont aussi diversifiés que les profils des jeunes qui se portent candidats.

En 2017, 179 Wallons et Bruxellois ont effectué un Service citoyen pour lequel ils ont reçu vendredi au Parlement fédéral un certificat de participation. L'an prochain, les promotions compteront également des Flamands puisqu'un groupe a été lancé il y a quelques jours à Malines.

Mais si le Service citoyen attire chaque année davantage, il ne dispose toujours d'aucun statut légal. Le Service citoyen diffère du volontariat car on parle d'une activité à temps plein pendant six mois, dont quatre jours par semaine en mission dans un organisme d'accueil ainsi que des chantiers ponctuels, des temps de réflexion et des formations. Les jeunes reçoivent une indemnité et sont couverts par une assurance.

Encore "Loin du 'grand soir'"

Présente à la remise des certificats, la ministre fédérale des Affaires sociales Maggie de Block (Open VLD) a assuré qu'elle œuvrait à un statut juridique approprié. Un pas important, s'est réjouie la Plateforme pour le Service citoyen, même si l'on est encore "loin du 'grand soir' de l'institutionnalisation du Service citoyen".

La ministre a en effet choisi d'intégrer ce type de parcours dans le cadre de sa réforme sur le "travail associatif", qui vise à baliser la zone grise entre le volontariat et l'emploi. Rien n'est prévu sur la forme institutionnelle du Service citoyen ni surtout sur les moyens financiers à y consacrer.

Les Régions ont également du pain sur la planche car, au contraire d'Actiris, le Forem et le VDAB continuent à considérer qu'il ne s'agit pas d'un trajet d'activation valable, d'où des tracasseries administratives pour les jeunes lorsqu'ils sont demandeurs d'emploi. Certains sont obligés d'interrompre leur projet alors qu'il leur permet de remettre le pied à l'étrier.

Faute de véritable soutien, le nombre de Services citoyens en Belgique reste dérisoire en comparaison avec les 130000 jeunes engagés dans le Service civique français. "Dernier-né, le Maatschappelijke diensttijd néerlandais a reçu une dotation de 25 millions pour 2018 et de 100 millions par an à partir de 2021", rappelle la Plateforme pour un Service citoyen, qui cherche à mobiliser sur le sujet depuis plus de 10 ans. (Belga)